

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 DÉCEMBRE 1909.

Proposition de loi modifiant la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi qui règle les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins, date du 16 mai 1876; le règlement relatif au mode de liquidation de ces pensions date du 23 octobre de la même année. — Depuis lors, aucune modification importante n'a été apportée à cette matière. — L'article 7 touche au point le plus important pour les instituteurs, car il fixe la base de la pension au $\frac{1}{55}^e$.

Le paragraphe 4 de l'article 7 dit : « La pension sera liquidée à raison, pour chaque année de service, de $\frac{1}{55}^e$ de la moyenne du traitement, casuel et émoluments compris, dont l'intéressé aura joui pendant les cinq dernières années. » — Il est vrai que la formule des cinq dernières années a été remplacée par le texte de la loi du 23 août 1901, « la moyenne la plus favorable des traitements de cinq années consécutives, » mais aucun changement n'a été apporté à la base même de la pension.

Lors de la discussion de la loi du 16 mai 1876, des échanges de vue très intéressants se produisirent. Il y avait trois systèmes en présence : celui de l'honorable M. Vandenpeereboom, qui prenait pour multiplicateur, un soixantième; celui de l'honorable M. Guillery, rapporteur de la loi, qui préconisait comme multiplicateur un cinquante-cinquième, et, enfin, celui de M. Kervyn de Lettenhove, qui préférait un cinquantième.

En séance du 24 mai 1876 (*Annales parlementaires*, page 678), M. Kervyn de Lettenhove s'exprimait comme il suit :

« Voici, Messieurs, en quelques mots, quelle est la situation telle qu'elle résulte de l'expérience de ces trente dernières années.

» Supposons un instant, en adoptant les chiffres les plus simples, un instituteur qui, pendant trente années, a joui d'un traitement de 1000 francs.

» En vertu de l'arrêté royal de 1842, contresigné par M. Nothomb, cet instituteur recevrait 720 francs de pension.

» D'après l'arrêté de M. Piercot de 1852, cette pension est réduite à 540 francs.

» D'après le système de l'honorable M. Vandenpeereboom, elle descendrait plus bas encore, elle ne serait plus que de 480 francs, c'est-à-dire 240 francs de moins que ne l'avait décidé M. Nothomb et 60 francs au-dessous de ce qui existe aujourd'hui sous le régime si défavorable de l'arrêté de M. Piercot.

» Quant à moi, en proposant le multiplicateur de 50, j'arrive à ce résultat que l'instituteur, après trente ans de services, en supposant, comme je le disais tout à l'heure, un traitement uniforme de 1000 francs, recevra une pension de 600 francs, et cela ne me paraît pas exagéré.

» Je tiens à faire remarquer que par le système de l'honorable M. Vandenpeereboom, au lieu d'améliorer la situation actuelle telle qu'elle résulte de l'arrêté de M. Piercot, on la rend encore plus mauvaise.

» Je termine par un dernier mot qui s'adresse à M. le Ministre des Finances.

» Dans la séance d'hier, M. le Ministre des Finances nous a rappelé avec quelque orgueil qu'il avait été le rapporteur de la loi de 1854 et, d'autre part, dans une lettre adressée à la Commission spéciale, il n'a pas repoussé une certaine assimilation entre les instituteurs et les employés qui sont soumis à un service actif.

» Eh bien, Messieurs, d'après l'article 8, § 2, de la loi de 1844 (qui a été modifié, il faut le regretter), c'était précisément le cinquantième qui était, en ce cas, le multiplicateur admis.

» Je fais appel à ces souvenirs de M. le Ministre des Finances et j'espère qu'il se ralliera à l'amendement que j'ai l'honneur de présenter et qui se borne à substituer, dans l'amendement de M. Guillery, le chiffre 50 à 55. »

Après une longue et intéressante discussion dans laquelle M. Malou, Ministre des Finances de l'époque, intervint à plusieurs reprises, l'amendement de M. Guillery, soit le chiffre de 1/55^e, fut adopté par 47 oui et 30 non. C'est la législation de 1876 qui est encore en vigueur. Le moment d'améliorer la situation qu'elle a créée paraît venu.

N'avons-nous pas modifié dernièrement la loi du 30 mai 1861 sur les pensions des secrétaires communaux, en disant : « Les pensions des secrétaires communaux sont liquidées à raison, pour chaque année de contribution à la caisse, d'un cinquantième de la moyenne du traitement qui a été assujéti à la retenue annuelle pendant les cinq dernières années. » Pourquoi ne ferions-nous pas la même chose pour les instituteurs communaux ?

*
* *

Le règlement relatif au mode de liquidation date du 25 octobre 1874, son article 12 règle le taux de la pension.

Il dit : « Aucune pension ne peut excéder les deux tiers du traitement qui sert de base à la liquidation, ni une somme de 5,000 francs. »

Depuis longtemps les instituteurs, dans leurs réunions, dans leurs congrès,

demandent que le taux de la pension soit modifié et que les deux tiers soient remplacés par les trois quarts. Cette demande est raisonnable, vu que la vie est bien plus chère actuellement qu'en 1874 et que rien ne s'oppose à ce qu'il leur soit donné satisfaction.

C'est pourquoi nous proposons d'insérer dans la loi même le taux de la pension, qui est actuellement fixé par le règlement et de fixer ce taux aux $\frac{3}{4}$ du traitement le plus favorable. Quel sera l'avantage pour l'instituteur. Nous allons le démontrer par deux exemples :

Prenons l'exemple d'un instituteur admis à la pension après vingt années de services et dont la moyenne des cinq années les plus favorables s'élève à 1700 francs. Il touchera par le système en vigueur une pension de 618 francs $\left(\frac{1700 \times 20}{55} = 618 \text{ fr. } 18. \right)$. Si on lui applique le système que nous proposons à la législature, il toucherait 680 francs, soit 62 francs de plus par an.

Autre exemple : Un instituteur de la 3^e catégorie, dont le traitement maximum est de 2,000 francs, obtiendra, sous la loi actuelle, une pension s'élevant aux deux tiers de son traitement, s'il reste pendant trente-six ans et huit mois en fonction, soit une pension de fr. 1,333.33.

Si nous appliquons pour ce cas la proposition que nous avons l'honneur de vous remettre, ce même instituteur touchera une pension de 1,500 francs après trente-sept ans et six mois de services, soit une augmentation de fr. 166.67 par an.

*
* *

On nous demandera ce que coûtera au trésor public l'introduction de ces deux réformes : fixation du multiplicateur au $\frac{1}{50}$, limitation de la pension aux $\frac{3}{4}$ du traitement.

Je n'ai pu me livrer personnellement à ce calcul, mais je reproduirai, Messieurs, un calcul qui a paru dans le *Journal des Instituteurs*.

« Les pensions à servir au 31 décembre 1902 aux membres du personnel de l'enseignement primaire montaient à 3,157,772 francs, chiffre qui doit avoir atteint à ce moment 3,500,000 francs.

En supposant que tous les pensionnés aient le nombre d'années de services nécessaires (57 $\frac{1}{2}$ années pour les instituteurs à raison de $\frac{1}{50}$ et 41 $\frac{1}{4}$ années pour les professeurs et inspecteurs à raison de $\frac{1}{55}$) pour arriver aux $\frac{3}{4}$ du traitement au lieu des $\frac{2}{3}$, le chiffre des pensions augmenterait de $\frac{1}{8}$.

En effet, la substitution des $\frac{3}{4}$ aux $\frac{2}{3}$ augmenterait la pension de $\frac{1}{12}$ du traitement, ce qui équivaut à $\frac{1}{8}$ du maximum actuel de la pension ($\frac{2}{3}$ du traitement).

Il en résulte que les dépenses actuelles pour les pensions augmenteraient donc de $\frac{1}{8}$, soit 3,500,000 francs : 8 = 437,500 francs.

En supposant que cette augmentation soit supportée pour $\frac{2}{5}$ par l'État, $\frac{1}{5}$ par les provinces et $\frac{2}{5}$ par les communes, on arriverait à la répartition suivante :

État : 175,000 francs ;
 Provinces : 87,500 francs ;
 Communes : 175,000 francs.

Mais, comme les communes et les provinces n'interviennent pas en tout ou en partie dans les pensions des professeurs des écoles normales et des inspecteurs, la part de l'État augmente quelque peu, tandis que celle des provinces et des communes diminuerait dans les mêmes proportions.

Comme nous l'avons dit, ce sont là des chiffres hypothétiques. Or, un grand nombre d'instituteurs sont mis à la pension avant de compter 37 1/2 années de service. Pour ceux-là, la pension n'augmente que de la différence entre 1/50 et 1/53, soit 1/11 du traitement. D'après nos calculs, les dépenses ne dépasseraient pas 400,000 francs, dont 175,000 francs pour l'État, 75,000 francs pour les provinces et 150,000 francs pour les communes.

Ce sont là des chiffres qui ne doivent pas effrayer outre mesure les membres de la Chambre des représentants et du Sénat. »

Je crois qu'en effet ce n'est pas la dépense qui doit arrêter les membres de la législature. La proposition que nous avons l'honneur de leur soumettre est juste et raisonnable. Les Chambres ont admis des bases identiques pour le calcul de la pension des secrétaires communaux ; pourquoi ne voteraient-elles pas une mesure semblable pour les instituteurs ? L'adoption de ces mesures, tout comme elles l'ont été pour les secrétaires communaux, sera un grand bienfait pour les instituteurs et améliorera notablement leur situation après une longue et laborieuse carrière.

MAENHAUT.



PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins.

ARTICLE UNIQUE.

Le paragraphe 4 de l'article 7 de la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins est modifié de la manière suivante :

« La pension sera liquidée à raison, pour chaque année de service, de $\frac{1}{50}$ ^e de la moyenne du traitement, casuel et émoluments compris, dont l'intéressé aura joui pendant les cinq dernières années.

» Aucune pension ne peut excéder les *trois quarts* du traitement qui sert de base à la liquidation, ni une somme de 5,000 francs. »

WETSVOORSTEL

waarbij de wet van 16 Mei 1876 op het pensioen van de leeraars en onderwijzers der gemeenten en van hunne weduwen en weezen wordt gewijzigd.

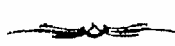
EENIG ARTIKEL.

Paragraaf 4 van artikel 7 der wet van 16 Mei 1876 op het pensioen van de leeraars en onderwijzers der gemeenten en van hunne weduwen en weezen, wordt gewijzigd als volgt :

« Het pensioen wordt berekend naar evenredigheid, voor elk dienstjaar, van één vijftigste van het gemiddeld bedrag der jaarwedde, met inbegrip van de bijkomende verdiensten, door den belanghebbende genoten gedurende de laatste vijf jaren.

» Geen pensioen mag gaan boven de drie vierden van de jaarwedde welke tot grondslag dient voor de pensioenberekening, noch boven de som van 5,000 fr. »

J. MAENHAUT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 DECEMBER 1909.

Wetsvoorstel waarbij de wet van 16 Mei 1876 op het pensioen van de leeraars en onderwijzers der gemeenten en van hunne weduwen en weezen wordt gewijzigd.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet, die het pensioen van de leeraars en onderwijzers der gemeenten en van hunne weduwen en weezen regelt, dagteekent van 16 Mei 1876, en het reglement betreffende de wijze van berekening werd ingevoerd den 25ⁿ October van hetzelfde jaar. Sedert dien datum werd geene gewichtige wijziging in die regeling gebracht.

Artikel 7 regelt het punt dat voor de onderwijzers het meeste belang oplevert : het bepaalt den grondslag van het pensioen op $\frac{1}{55}$.

Het 4^{de} lid van artikel 7 luidt als volgt : « Het pensioen wordt berekend » naar evenredigheid, voor elk dienstjaar, van $\frac{1}{55}$ van het gemiddeld » bedrag der jaarwedde, met inbegrip van de bijkomende verdiensten, door » den belanghebbende genoten gedurende de laatste vijf jaren. » De bepaling : « gedurende de laatste vijf jaren » werd, weliswaar, vervangen door den tekst der wet van 25 Augustus 1904, namelijk « het meest voordelig gemiddeld bedrag van de jaarwedden der laatste vijf achtereenvolgende jaren », doch de grondslagzelf van het pensioen werd ongewijzigd behouden.

Bij de behandeling der pensioenwet van 16 Mei 1876 had een zeer belangwekkende gedachtenwisseling plaats. Toen stond men tegenover drie stelsels : het stelsel van den achtbaren heer Vandenpeereboom, die als vermenigvuldiger één zestigste voorstelde; een tweede, uitgaande van den achtbaren heer Guillery, die verslag over de wet uitbracht en als vermenigvuldiger één vijf en vijftigste opgaf; eindelijk, het stelsel van den heer Kervyn de Lettenhove, die één vijftigste verkoos,

De heer Kervyn de Lettenhove sprak, ter vergadering van 24 Mei 1876 (*Handelingen*, bl. 678), als volgt :

« Ziehier, Mijne Heeren, in korte woorden, welke de toestand is, zooals » hij voortspruit uit de proefneming gedurende de laatste dertig jaren.

» Laten wij, een oogenblik, de meest eenvoudige cijfers aannemen en » veronderstellen dat een onderwijzer, gedurende dertig jaren, eene jaar- » wedde van 1.000 frank genoot.

» Krachtens het koninklijk besluit van 1842, door den heer Nothomb » medeonderteevend, zou die onderwijzer 720 frank pensioen trekken.

» Volgens het besluit van den heer Piercot, van 1852, wordt dit pensioen » verminderd tot 540 frank.

» Naar het stelsel van den achtbaren heer Vandenpeereboom zou het nog » lager dalen en slechts 480 frank bedragen, dus 240 frank minder dan door » den heer Nothomb werd beslist en 60 frank beneden wat thans bestaat » onder de zoo ongunstige regeling van het besluit des heeren Piercot.

« Wat mij betreft, door het cijfer 50 als vermenigvuldiger voor te stellen » bereik ik dezen uitslag : na dertig jaren dienst en gesteld dat hij, zooals » ik even zegde, eene gelijke jaarwedde van 1,000 frank trok, bekomt de » onderwijzer een pensioen van 600 frank, wat mij niet overdreven » schijnt.

» Ik stel er prijs op, te doen opmerken dat, moest het stelsel van den acht- » baren heer Vandenpeereboom worden toegepast, men den huidigen » toestand, zooals hij voortspruit uit het besluit van den heer Piercot, nog » verergeren zou in plaats van te verbeteren.

» Ten slotte, richt ik een laatste woord tot den heer Minister van Finan- » ciën.

» Gisteren herinnerde de heer Minister van Financiën er aan, met eenige » fierheid, dat hij verslag uitbracht over de wet van 1844; anderzijds, in » een brief dien hij tot de Bijzondere Commissie richtte, verwierp hij niet » zekere gelijkstelling van de onderwijzers met de bedienden die een ver- » kelijken dienst waarnemen.

» Welnu, Mijne Heeren, naar luid van artikel 8, § 2, der wet van 1844 » (die werd gewijzigd, hetgeen te betreuren is), was juist, in dat geval, de » aangenomen vermenigvuldiger één vijftigste.

» Daaraan herinner ik den heer Minister van Financiën en ik hoop dat » hij zich zal vereenigen met het amendement dat ik de eer heb in te » dienen en dat enkel strekt om in het amendement Guillery het cijfer 55 » te vervangen door 50. »

Na eene lange en belangwekkende beraadslaging — beraadslaging waaraan de heer Malou, alsdan Minister van Financiën, herhaaldelijk deel nam — werd er gestemd en het amendement van den heer Guillery (één vijf en vijftigste) werd aangenomen met 47 stemmen tegen 30. De wet van 1876 is nog steeds van kracht. Het komt ons voor dat de tijd is gekomen om ze te verbeteren.

Hebben wij, vóór korten tijd, de wet van 30 Mei 1861 op het pensioen der gemeentesecretarissen niet gewijzigd en beslist dat « het pensioen van

deze gemeenteambtenaren zou worden berekend naar evenredigheid, voor elk jaar storting in de kas, van één vijftigste van het gemiddeld bedrag der jaarwedde, waarvan eene jaarlijksche afhouding werd gedaan gedurende de laatste vijf jaren »? Waarom zouden wij niet hetzelfde doen voor de gemeenteonderwijzers?

*
* *

Het reglement van 23 October 1874 betreffende de wijze van berekening bepaalt, bij artikel 12, het bedrag van het pensioen; het luidt: « Geen » pensioen mag gaan boven de twee derden van de jaarwedde welke tot » grondslag dient voor de pensioenberekening, noch boven de som van » 5,000 frank. »

Sedert lang vragen de onderwijzers, op hunne vergaderingen en congressen, dat het bedrag van hun pensioen worde gewijzigd en de twee derden zouden vervangen worden door drie vierden. Dat verzoek is billijk, daar de levensstandaard thans hooger is dan in 1874 en niets er zich tegen verzet hun voldoening te schenken.

Daarom stellen wij voor, in de wet zelf het bedrag van het pensioen te bepalen, dat tot nog toe slechts in het reglement voorkwam, en dit bedrag vast te stellen op $\frac{3}{4}$ van de hoogste jaarwedde. Welk voordeel zal daaruit voortspruiten voor den onderwijzer? Dat toonen wij aan door een paar voorbeelden.

Onderstellen wij dat een onderwijzer op pensioen wordt gesteld na twintig dienstjaren, waarvan het gemiddeld bedrag voor de laatste vijf gunstigste jaren 1,700 frank bereikt. Volgens de bestaande regeling zou hij een pensioen trekken van 618 frank $\left(\frac{1,700 \times 20}{55} = \text{fr. } 618.18 \right)$. Past men de door ons voorgestelde regeling toe, dan zou hij 680 frank trekken, dus 62 frank meer per jaar.

Ziehier een tweede voorbeeld: Een onderwijzer van de 3^e reeks, wiens hoogste jaarwedde 2,000 frank bedraagt, zal, onder de bestaande wet, een pensioen trekken, dat $\frac{2}{3}$ van zijne jaarwedde bereikt, indien hij zijn ambt waarneemt gedurende 36 jaren en 8 maanden; bijgevolg zal dit pensioen fr. 1,333.33 bereiken. Past men ons voorstel toe in dit laatste geval, dan zou die onderwijzer, na 37 jaren en 6 maanden dienst, een pensioen van 1,500 frank trekken, hetzij fr. 166,67 meer per jaar.

*
* *

Men zal ons vragen hoeveel het invoeren van de twee door ons voorgestelde hervormingen: $\frac{1}{50}$ en $\frac{3}{4}$ kosten zal aan de Schatkist. Het was mij niet mogelijk, zulks zelf te berekenen, maar ik neem, Mijne Heeren, de berekening over, die verscheen in het *Journal des Instituteurs*.

« De pensioenen, die op 31 December 1902 werden uitbetaald aan de leden van het lager onderwijzend personeel, bedroegen 3,157,772 frank, bedrag dat nu gewis tot 3,500,000 frank is geklommen.

» Gesteld dat al de gepensioneerden het vereischte getal dienstjaren

hebben bereikt (37 1/2 jaren voor de onderwijzers naar evenredigheid van 1/50 en 41 1/4 jaren voor de leeraars en schoolopzieners naar evenredigheid van 1/55) om 3/4 van de jaarwedde te bekomen, in plaats van 2/3, dan zou het bedrag der pensioenen met 1/8 vermeerderen.

» Het vervangen van 2/3 door 3/4 zou inderdaad het pensioen met 1/12 van de jaarwedde doen aangroeiën, hetgeen gelijkstaat met 1/8 van het huidig maximum van het pensioen (2/3 van de jaarwedde).

» Bijgevolg zouden de tegenwoordige uitgaven voor de pensioenen vermeerderen met 1/8, dus 3,500,000 frank : 8 = 437,500 frank.

» Komt die verhooging ten laste van den Staat voor 2/3, van de provinciën voor 1/3 en van de gemeenten voor 2/3, dan zou de verdeling vastgesteld zijn als volgt :

» Staat : 175,000 frank.

» Provinciën : 87,500 frank.

» Gemeenten : 175,000 frank.

» Doch, de gemeenten en de provinciën dragen hoegenaamd niets bij tot het pensioen van de leeraars der normaalscholen en van de schoolopzieners; uit dien hoofde is het aandeel van den Staat ietwat hooger, terwijl dat van de provinciën en de gemeenten in gelijke mate verminderen zou.

» Wij zegden het reeds, dat zijn slechts veronderstelde cijfers. Welnu, tal van onderwijzers worden op pensioen gesteld, vooraleer zij 37 1/2 jaren dienst tellen. Voor hen verhoogt het pensioen slechts tot bedrag van het verschil tusschen 1/50 en 1/55, hetzij 1/11 van de jaarwedde. Naar onze berekeningen, zouden de uitgaven niet boven 400,000 frank gaan, waarvan 175,000 frank voor den Staat, 75,000 frank voor de provinciën en 150,000 frank voor de gemeenten.

» Deze cijfers moeten de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers noch die van den Senaat bovenmate afschrikken. »

Ik meen inderdaad dat niet de uitgave de leden van de Wetgevende Kamers wederhouden moet. Het voorstel, dat wij de eer hebben hen voor te leggen, is rechtvaardig en redelijk. De Kamers hebben voor de gemeentesecretarissen dezelfde grondslagen aangenomen tot het bepalen van hun pensioen. Waarom dan zou een gelijke maatregel niet worden ingevoerd ten bate van de onderwijzers? Het aannemen van dezen maatregel zal, evenals voor de gemeentesecretarissen, eene groote weldaad zijn voor de onderwijzers en hunnen toestand, na eene lange en lastige loopbaan te hebben volbracht, merkkelijk verbeteren.

J. MAENHAUT.



PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins.

ARTICLE UNIQUE.

Le paragraphe 4 de l'article 7 de la loi du 16 mai 1876 sur les pensions des professeurs, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins est modifié de la manière suivante :

« La pension sera liquidée à raison, pour chaque année de service, de $\frac{1}{30}$ de la moyenne du traitement, casuel et émoluments compris, dont l'intéressé aura joui pendant les cinq dernières années.

» Aucune pension ne peut excéder les *trois quarts* du traitement qui sert de base à la liquidation, ni une somme de 5,000 francs. »

WETSVOORSTEL

waarbij de wet van 16 Mei 1876 op het pensioen van de leeraars en onderwijzers der gemeenten en van hunne weduwen en weezen wordt gewijzigd.

EENIG ARTIKEL.

Paragraaf 4 van artikel 7 der wet van 16 Mei 1876 op het pensioen van de leeraars en onderwijzers der gemeenten en van hunne weduwen en weezen, wordt gewijzigd als volgt :

« Het pensioen wordt berekend naar evenredigheid, voor elk dienstjaar, van één vijftigste van het gemiddeld bedrag der jaarwedde, met inbegrip van de bijkomende verdiensten, door den belanghebbende genoten gedurende de laatste vijf jaren.

» Geen pensioen mag gaan boven de drie vierden van de jaarwedde welke tot grondslag dient voor de pensioenberekening, noch boven de som van 5,000 fr. »

J. MAENHAUT.

